ISSN 0024-7650

Dans quatre semaines (29, 30 et 31 mai) LA FÊTE À PRESLES (95)

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1295 - 30 avril 1993 - prix : 9 F

Faux débat sur la ville...

MAIS C'EST TOUTE LEUR SOCIÉTÉ QU'IL FAUT CHANGER

AFP

M6189 - 1295 - 9,00 F

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Faux débat sur "la ville"

MAIS C'EST TOUTE LA SOCIÉTÉ QU'IL FAUT CHANGER !

Il faut bien que les nouveaux députés, élus depuis un mois, fassent semblant de servir à quelque chose. Ils font donc comme leurs prédécesseurs, et occupent leurs journées au Palais-Bourbon à de prétendus débats dont tous savent par avance qu'il ne peut rien en sortir. Ainsi le "débat sur la ville".

La mode avait déjà été lancée par la précédente majorité, dite de gauche, de prétendre avoir une "politique de la ville", dont le dernier ministre en date avait été le grand spécialiste de l'esbrouffe Bernard Tapie. Faire sauter quelques tours particulièrement sinistres, repeindre quelques façades ou cages d'escalier, payer quelques animateurs pour apprendre aux jeunes à taper dans un ballon, voilà à peu près ce que promettait Tapie.

Ses successeurs, semble-t-il, voudraient en faire au moins autant, ce qui ne devrait pas être trop difficile. Pour commencer, au titre de ministre des Affaires sociales et de la Santé, Simone Veil a donc ajouté celui de ministre de la Ville, débloqué un peu d'argent, pas plus mais apparemment pas moins que le précédent gouvernement. Et puis on a commencé à faire des discours ou à s'"interroger" sur les causes de l'"exclusion", de la dégradation sociale, de la drogue et des explosions périodiques de violence dans les banlieues ; comme si chacun ne les connaissait pas parfaitement.

★ ★ ★

Car pendant que ces parlementaires frais émoulus bavardent, tous savent bien que les causes réelles de la dégradation sociale sont toujours à l'œuvre, et que celle-ci va continuer à s'approfondir. Ces causes tiennent en quelques mots : la crise, le chômage, la baisse des revenus des couches populaires.

C'est la crise qui condamne une grande partie de la population active, et en particulier des jeunes, à un désœuvrement sans espoir et à des revenus qui, dans bien des cas, ne valent guère mieux que des aumônes. C'est le chômage qui, non seulement pèse sur le niveau des salaires, mais divise parfois par deux ou par trois le revenu d'une famille, pour peu qu'elle compte un ou plusieurs chômeurs et ne touche plus qu'un seul salaire, voire aucun, là où auparavant il en rentrait deux ou trois. C'est lui aussi qui rend plus précaire la situation financière de bien des communes et des cités HLM dans lesquelles les loyers impayés se multiplient, avec pour conséquence le manque d'entretien et la dégradation des équipements. Et ce n'est évidemment pas dans les communes résidentielles, à Neuilly, à Saint-Cloud ou dans le 16e arrondissement de Paris que cela se produit.

Sur tout cela ce gouvernement, comme le précédent, sait en fait fort bien qu'il n'aura aucune action. Il a déjà averti qu'il faut s'attendre à voir le chômage continuer à s'accroître et à vider les caisses de la Sécurité sociale, de l'UNEDIC et des divers organismes sociaux. Il s'apprête à prendre des mesures pour combler ces déficits de la façon habituelle, c'est-à-dire en augmentant encore les cotisations des salariés, en diminuant donc encore un peu leurs revenus. Quant à aller prendre l'argent là où il est, sur les comptes des banquiers, des capitalistes, de tous ceux que la crise n'appauvrit pas mais au contraire enrichit, il n'en est évidemment pas plus question avec Balladur qu'il n'en était question avec Bérégovoy. Ceux-là vont continuer de s'enrichir, de licencier, de diriger leur argent vers la spéculation et de causer l'appauvrissement de l'autre pôle de la société.

★ ★ ★

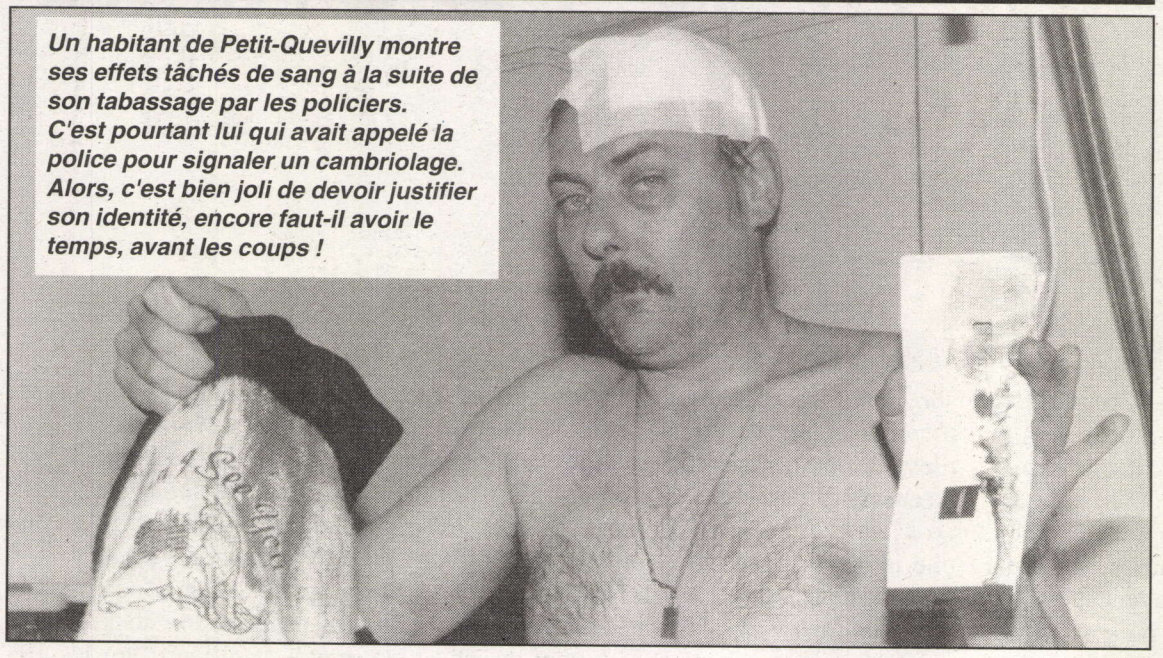
Alors, derrière les bavardages onctueux de Balladur et de Simone Veil, s'en profilent d'autres, d'un autre style. Un Pasqua ne veut évidemment pas laisser à un Le Pen, dont il a fait la fortune électorale, le monopole de l'exploitation plus ou moins ouverte du racisme. Il commence donc à faire connaître ses propres projets de "lutte contre la délinquance" par le renforcement des moyens de la police, les contrôles d'identité, les reconduites à la frontière, en modifiant le code de la nationalité, ou comme il dit "en posant le problème de l'immigration".

Car faute de s'attaquer aux vrais responsables, aux vraies causes de la crise, on sait bien qu'il est plus commode de désigner des boucs émissaires, qui pourraient permettre de détourner la colère des victimes de la crise contre une partie d'entre eux, la plus pauvre et la plus dépourvue de moyens de se faire entendre. Comme si le problème posé était un problème entre immigrés et non-immigrés, entre Français et étrangers, et non un problème social, un problème de riches et de pauvres. Comme si le problème n'était pas d'abord celui posé par la domination d'une bourgeoisie de plus en plus parasitaire, mais aussi de plus en plus riche, sur la classe ouvrière et finalement sur la plus grande partie de la société, qui s'appauvrit d'autant !

Alors le pseudo-problème de "la ville", que chacun fait mine de se poser gravement, est en réalité celui d'une société qu'il faudra bien un jour bouleverser de fond en comble.

Arlette LAGUILLER

FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE à SAINT-NAZAIRE
samedi 1er mai de 16 à 24 h - Salle Jacques Brel
à MARSEILLE
dimanche 9 mai à partir de 11 h 30
Parc de loisir de Valabre-Gardanne



Un habitant de Petit-Quevilly montre ses effets tâchés de sang à la suite de son tabassage par les policiers. C'est pourtant lui qui avait appelé la police pour signaler un cambriolage. Alors, c'est bien joli de devoir justifier son identité, encore faut-il avoir le temps, avant les coups !

AFP

La "politique de sécurité"

PASQUA FOURBIT SON ARSENAL POLICIER

Bien que ce ne soient encore que des projets, on connaît déjà les grandes lignes des textes que mijote Pasqua concernant sa *"politique de sécurité"*.

L'un de ces textes prévoit de rendre possibles *"les contrôles d'identité à caractère préventif"*, non permis jusqu'alors par la loi, qui autorisait ces contrôles uniquement à l'encontre de personnes soupçonnées d'avoir commis un délit ou d'avoir tenté d'en commettre un.

Mais qui donc, même lorsqu'il connaissait la loi, osait vraiment se soustraire à des contrôles exercés bien souvent sur la base de l'allure, de la couleur de la peau ou du faciès ? Et qui surtout aurait pu faire entendre raison à des policiers ne s'embarrassant guère, c'est connu, de préoccupations juridiques ?

Dans la pratique, cette mesure ne changera donc pas grand-chose, sauf pour ceux qui, s'appuyant sur la loi actuelle, contestaient l'attitude des policiers et il y en a qui, le plus souvent avec l'aide d'organisations antiracistes, l'ont fait. Mais cela n'est pas sans importance.

Dans la majorité des cas, les nouvelles mesures proposées par Pasqua ne feront certes qu'entériner ce qui se pratique. Mais ce n'est pas parce que des libertés étaient déjà bien malmenées qu'il faudrait accepter qu'elles disparaissent, ne serait-ce que dans la loi.

Et puis, plus encore que la lettre, il y a l'esprit de ces lois. Pasqua n'ignore pas que les mesures qu'il préconise ne donneront à la police que des moyens dont elle savait user déjà largement. Mais là n'est pas son principal souci. Les lois qu'il se propose de faire adopter ont autant une fonction morale qu'un but pratique. Elles sont destinées à montrer à l'opinion, en particulier celle de droite, que ce gouvernement sait être plus musclé que son prédécesseur. Quilès, Cresson, entre autres, avaient en leur temps montré que les ministres du PS savaient en remontrer à la droite en matière de démagogie sécuritaire. Pasqua est donc condamné à la surenchère en la matière. Ce qu'il fait très volontiers, et très naturellement d'ailleurs.

Les autres mesures prévoyant le renforcement des moyens policiers, plus techniques, vont dans le même sens : donner l'impression que le gouvernement agit pour l'amélioration de la sécurité des citoyens. Le moyen facile trouvé par Pasqua et Balladur consiste à s'appuyer sur les préjugés, à les cultiver même, en mélangeant problèmes de sécurité et questions liées au contrôle de l'immigration.

Ce n'est pas une coïncidence d'ailleurs si l'on discute de nouveau du code de la nationalité ; si l'on parle de rendre plus rigoureuses les conditions d'accès à la nationalité française ; si l'on envisage de rendre plus précaires les conditions de maintien des étrangers sur le territoire français.

Le nouveau gouvernement n'a pas les moyens de s'attaquer aux causes de la dégradation de la sécurité. Il n'a aucunement la volonté de s'en prendre à ceux qui en sont à l'origine, aux responsables de la crise qui l'engendre : les capitalistes.

J-P.V.

PLUS DE 1 500 000 F POUR LA SOUSCRIPTION DE LUTTE OUVRIÈRE

La souscription ouverte lors de notre dernière campagne pour les élections législatives a recueilli, selon les derniers chiffres parvenus :

1 516 830 F

Merci à tous ceux qui nous ont aidés.

Sécurité sociale, Unedic...

POTIONS AMÈRES EN PRÉPARATIONS

Le déficit de la Sécurité sociale devrait atteindre 60 milliards de francs à la fin 1993. Le déficit de l'UNEDIC, selon ses responsables, devrait friser les 36 milliards à la même période. Tout le monde sait que les caisses de ces organismes sont vides aujourd'hui parce que, depuis des années, le chômage a augmenté en même temps que les salaires stagnaient. Et qu'importe aux dirigeants de ce pays si cette réduction massive de la masse salariale a permis aux détenteurs d'actions ou autres capitaux de réaliser des profits croissants ; ce n'est pas dans les poches des plus riches qu'ils vont puiser pour combler les "trous" béants des caisses maladie, des caisses de retraite ou des caisses d'allocations chômage !

De Simone Veil à Pierre Mauroy, en passant par le numéro un du CNPF Périgot, on indique une préférence pour le remède que pourrait être l'augmentation de la CSG – la Contribution Sociale Généralisée, mise en place par Rocard en février 1991 – qui est un impôt de 1 % portant à la fois sur les salaires, les retraites, et certains revenus financiers.

C'est ainsi que la CSG, longtemps décriée par la droite, semble aujourd'hui faire l'unanimité ou presque sous prétexte qu'elle est... plus équitable. Mais en y regardant de plus près, on s'aperçoit que sur les 37 milliards qu'elle rapporte par an aujourd'hui, 34 milliards sont prélevés sur les salaires et les retraites. Or, ce n'est pas ce côté injuste de la CSG que les partisans de son augmentation vont veiller à modifier. Bien au contraire puisque, en contrepartie d'une augmentation pouvant atteindre 1 %, la CSG pourrait être déduite des impôts comme le réclament les organisations de cadres et les détenteurs de capitaux.

Le gouvernement a bien évidemment d'autres cordes à son arc. Une augmentation de la TVA de un point ne permettrait-elle pas de dégager quelque 30 milliards ?

La TVA, c'est injuste et inflationniste, c'est vrai, mais cela rapporte gros. Donc cela peut toujours servir à fournir de l'argent frais à l'État, et ce sont les consommateurs qui paient !

Enfin il y a aussi l'augmentation des taxes sur les carburants ; pas négligeables quand on sait que 20 centimes de plus sur le litre d'essence pourraient fournir quelque 15 milliards. Sans compter bien sûr les traditionnelles hausses dites de prélèvements sociaux (maladie, retraite, chômage) qui se traduisent par des moins sur nos feuilles de paie, et qui font toujours partie de cet arsenal de mesures possibles dont la caractéristiques commune est de peser avant tout sur les salariés.

Alors, CSG revue en hausse et corrigée à la mode "light" pour les plus favorisés ? Cocktail de ponctions diverses ? On ne sait pas encore exactement ce que le gouvernement annoncera d'ici quelques jours. Mais de toute façon la potion sera amère pour les salariés.

Et puis, en prime si l'on peut dire, on verra peut-être de surcroît quelques menaces de réduction peser sur divers remboursements maladie, comme le laissent présager les habituelles ritournelles sur le caractère abusif des dépenses de santé ; ou bien les indemnités chômage seront encore abaissées. Tout indique que le gouvernement veut s'engager dans cette voie, du moins aussi longtemps qu'il ne craindra pas les réactions des travailleurs...

H. MAUTHEY

LE PS A LE TOURNIS

Les démêlés qui rythment la vie – façon de parler – du PS ressemblent à ces séries télévisées, ou encore à ces livres de la collection Harlequin, où rebondissements, scènes de fausses-vraies brouilles, suivies de vraies-fausses réconciliations, idylles et bouderies sont calculés dans un savant dosage.

AFP

Le dernier épisode en date, au moment où nous écrivons – pour les fans de ce genre de spectacle, qu'ils se rassurent, il y en aura forcément d'autres – c'est le retour des fabusiens au bureau exécutif après une bouderie se traduisant, deux jours plus tôt, par l'absence ostensible de Laurent Fabius à la réunion du comité exécutif du PS ; absence d'autant plus remarquée qu'il se trouvait au même moment aux côtés de François Mitterrand, en Auvergne, assistant à l'inauguration d'une plaque en l'honneur d'un notable socialiste local.

Tout cela est sans doute assez difficle à suivre, mais si vous avez perdu le fil en manquant un épisode, ce n'est pas une raison pour faire une déprime : ces péripéties n'ont absolument, mais absolument aucune importance, sauf, et encore, pour leurs protagonistes.

Mais alors à quoi bon une telle agitation ? L'échec aurait-il totalement déboussolé tous ces "éléphants du PS", comme la victoire les avait enivrés naguère ? Non, tout simplement il leur faut bien exister, donc apparaître. Le fait que le PS ait perdu un nombre considérable de postes, et surtout l'espoir d'en regagner dans un avenir proche, contribue certes à accentuer le caractère artificiel de leur attitude, et à donner l'image d'un appareil qui tourne à vide. L'impression n'est pas fausse. Mais cela montre au moins qu'il y a un appareil.

Première condition pour exister : occuper les places disponibles, avec d'autant plus d'opiniâtreté qu'elles deviennent plus rares. Rocard l'a bien compris, en réagissant vite. Battu aux élections législatives, ne siégeant donc plus à l'Assemblée, il risquait, du coup, d'être écarté de la scène – c'est bien le mot – politique. Il s'est donc précipité sur le poste de secrétaire du PS, ce qui lui vaut au moins aujourd'hui le titre de représentant de l'opposition, reçu par Balladur soi-même. De plus, par la même occasion, il garde la main – autant que faire se peut, car le PS est aussi un conglomérat de féodalités avec chacun son fief – une main sur l'appareil. Et même avec un parti en déconfiture, ça n'est pas rien, car le Parti Socialiste occupe encore de nombreuses positions.

Mauroy rappelait à ce propos, dans une interview au *Figaro*, qu'aux élections municipales de 1989, le Parti Socialiste *"avait remporté le succès le plus important de son histoire"*. Autant de positions à préserver pour les prochaines municipales qui doivent avoir lieu en 1995, juste avant l'échéance prévue pour l'élection présidentielle. Autant surtout de bases matérielles, tout à la fois humaines et financières, de réseaux d'influence qui seront bien utiles pour qui a des ambitions élyséennes. Et Rocard n'a pas abdiqué celles-ci, comme il l'a rappelé dans l'émission "L'Heure de vérité".

En effet, interrogé sur cette échéance, Rocard a expliqué que l'élection présidentielle n'était pas *"à l'ordre du jour maintenant"*, en s'empressant d'ajouter que cette élection était *"une fusée à deux étages... et qu'il était en train de travailler sur le premier étage.. et n'avait jamais vu personne arriver au second étage sans passer par le premier"* ...

Si l'on comprend bien, Rocard essaie donc de se reconstituer son stock de combustible, même si aujourd'hui les éléments dont il dispose se sont amenuisés. Certes les centristes vers lesquels il lorgnait n'ont pas attendu le lancement de la fusée et se sont installés dans le premier train qui partait. Les écologistes ne manisfestent pas un enthousiasme démesuré à s'embarquer dans un vaisseau en piètre état, et qui rend douteuse la possibilité d'aborder la terre promise. Mais à tout prendre, il vaut mieux un esquif même rafistolé que rien du tout. En espérant que d'ici là le vent tournera...

Jean-Pierre VIAL

Les ronds de jambe de Balladur...

IRRÉSISTIBLES... POUR LES DIRIGEANTS SYNDICAUX

GAMMA/TURPIN

Blondel, Périgot, Balladur : ça baigne !

Mis à part les dirigeants de la CGT qui ont estimé, sur un ton modéré d'ailleurs, que la table ronde organisée par Balladur entre les organisations syndicales, les organisations patronales et sept ministres en plus de lui-même avait été un *"non-débat qui n'a pas eu de résultat"*, les dirigeants des autres confédérations syndicales frétillaient d'aise à la sortie de l'hôtel Matignon vendredi 23 avril.

Marc Blondel, le secrétaire général de FO, a fait son mea culpa pour avoir émis des doutes sur l'intérêt d'une telle réunion avant qu'elle ait eu lieu et a tenu à se *"féliciter que le dialogue social ait retrouvé un ton et une certaine publicité"*, affirmant que *"la journée a été fructueuse"*. L'enthousiasme perçait dans les propos du secrétaire général de la CFTC qui a dit souhaiter *"que l'esprit de dialogue qui s'est manifesté ce vendredi à Matignon se répande dans les ministère, les branches professionnelles et les entreprises"*. Quant à la secrétaire générale de la CFDT, Nicole Notat, elle a été carrément emballée par les propos du patronat, affirmant : *"Le patronat trouve avec ce changement de gouvernement un punch printanier tout à fait sympathique"* !

Balladur, pourtant, non seulement n'a fait aucune concession aux salariés, mais il a réaffirmé *"la gravité de la situation économique, de l'emploi et des régimes de protection sociale"* et confirmé la nécessité de faire des "efforts" et des "sacrifices", appelant à la "mobilisation de tous". Et alors même que les charges des entreprises vont encore être allégées, le gouvernement s'apprête à augmenter les impôts sur les salaires pour subventionner encore le patronat, même si Balladur n'a pas encore dit à quelle sauce il compte nous assaisonner. Mais les dirigeants syndicaux semblent avoir été très flattés qu'il fasse mine de les consulter avant d'annoncer les mesures impopulaires !

Décidément il ne faut pas grand-chose pour contenter ces gens-là. Ce n'est même pas du "grain à moudre" qu'ils réclament, c'est seulement que patronat et gouvernement n'affichent pas leur mépris et fassent mine de les considérer comme interlocuteurs valables.

Balladur y a mis les formes, d'autant qu'il a programmé toute une série d'entretiens bilatéraux entre les ministres et les organisations syndicales avant une nouvelle table ronde fin juin. Il remplit ainsi l'emploi du temps des dirigeants syndicaux avec des occupations mondaines dont ils sont friands, en espérant que cela l'aidera à faire avaler les pilules amères aux salariés.

Mais ce n'est pas parce que leurs dirigeants syndicaux se complaisent à ces servilités vis-à-vis du gouvernement et des représentants du patronat, que les travailleurs eux se sentiront liés par leurs singeries. Au contraire même, car cela a de quoi indigner, et les travailleurs ne se sentiront pas toujours impuissants à réagir aux coups qui leur sont portés.

Alors le pari de Balladur de continuer à utiliser les mêmes vieux mensonges, servis aux travailleurs par tous les gouvernements depuis le début de la crise, pour les faire payer encore et encore sans qu'ils se rebiffent, n'est pas encore gagné.

Dominique Chablis

AFP

Les échafaudages de Furiani après le désastre.

Chapiteau de Valence, gradins de Furiani :

LA LOI DES GRANDS NOMBRES... DE SPECTATEURS ET DES PROFITS MAXIMUM

Apparemment tout était "en ordre" dans le chapiteau qui s'est effondré à Valence : la toile était neuve ainsi que les armatures. Le matériel avait été vérifié et possédait les "homologations" requises. Une commission de sécurité s'était réunie et s'apprêtait à donner son accord au spectacle de Michel Sardou qui devait se produire devant 6 000 personnes sous un chapiteau (le plus grand du monde, paraît-il), capable d'en accueillir 12 000.

Mais la commission de sécurité a eu une bonne idée : celle d'aller signer les papiers nécessaires dans un bureau extérieur... Sinon c'est elle qui aurait reçu l'immense toile sur la tête. Et surtout on imagine ce qui aurait pu se passer si le chapiteau s'était effondré sur des milliers de spectateurs !

Comment expliquer que du matériel apparemment vérifié plusieurs fois ait pu ainsi s'écrouler ? Une malfaçon dans la toile ? Des contrôles moins sérieux qu'on le prétend ? Tout ceci est possible bien entendu, et la commission d'enquête le dira peut-être. Mais il semble y avoir un problème plus fondamental : le gigantisme. Avec un chapiteau capable de contenir 12 000 spectateurs, on dépasse, et de loin, la taille des chapiteaux ordinaires, les chapiteaux de cirque. Des salles construites en semi-dur ou en dur, comme le Zénith ou le Palais des sports de Bercy, à Paris, ne contiennent pas, ou à peine, autant de monde.

Il ne faut pas trop s'étonner si des chapiteaux aussi immenses ne tiennent pas. Le vent est capable, même sous nos latitudes, de faire de gros dégâts, sur des terrains de camping, et même parfois dans des constructions en dur ; alors à plus forte raison quand on lui offre un aussi gigantesque voilier ! Mais les organisateurs de spectacles tiennent évidemment à pouvoir réunir le maximum de monde, pour rentabiliser le matériel, payer le chanteur, l'orchestre, la sono, etc., et surtout, réaliser le maximum de profit dans l'opération. Car s'il s'agissait seulement de permettre aux habitants de Valence d'entendre Michel Sardou, celui-ci aurait très bien pu chanter plusieurs soirs de suite !

En fait, les organisateurs de spectacle, les "décideurs", ont la principale responsabilité. Ensuite les commissions de sécurité sont mises devant des situations délicates. Souvent, elles ne sont même pas capables d'apprécier véritablement les risques, et donnent parfois leur accord en espérant que tout se passera bien. Dans le cas de Valence, la commission s'apprêtait à donner son accord parce que le vent ne paraissait pas trop violent. Mais si le chapiteau ne s'était pas effondré avant, et si c'était pendant le tour de chant de Michel Sardou qu'il y avait eu un coup de vent un peu trop fort ? Apparemment, les organisateurs étaient prêts à prendre le risque ! Tout comme ceux du match de Furiani, il y a un an, qui avaient construit des tribunes gigantesques, à grande hauteur et n'importe comment, pour accueillir le maximum de spectateurs. Et eux aussi avaient eu l'agrément de la commission de contrôle qui n'était pas allée vérifier à quinze mètres du sol comment les tubulures étaient fixées et qui n'a pas osé annuler le match.

Le procès de la catastrophe de Furiani vient justement de s'ouvrir, et, avant même qu'il ne commence, un certain nombre de gros bonnets comme le maire de Furiani, le préfet, le président de la Fédération de football, ont bénéficié d'un non-lieu, ce qui a provoqué la colère du collectif des victimes. Bien sûr, aucun des trois n'a participé à la construction des gradins. Mais ils partagent la responsabilité, ou la tolérance, avec bien d'autres, de la course au gain qui est la cause fondamentale de la catastrophe.

Seulement, la justice va se contenter comme d'habitude de faire plonger quelques lampistes, qui ont sans doute une part de responsabilité, mais sans condamner cette loi du profit. Alors, à quand la prochaine ?

André VICTOR

QUAND LES MÉTROS S'ENVOLENT

Depuis des années, les tarifs des métros et des bus parisiens augmentent plus vite que l'inflation : après les 5,8 % de l'an dernier, ce qui n'est pas rien, 5,8 % sont encore prévus pour cette année.

C'est la même chose en apparence, mais en apparence seulement. Car cette année la hausse est prévue pour le 1er mai au lieu du 1er août. Trois métros d'avance en quelque sorte, histoire de rattraper plus vite cette "vérité des prix" que les responsables des transports disent se fixer comme objectif.

En tant qu'usagers, on préférerait de beaucoup que cette vérité-là reste au fond du puits.

LES PATRONS TROUVENT LE SMIC TROP LOURD

AFP

Périgot à la sortie de son entrevue avec Balladur.

Le président du CNPF, Périgot, a trouvé une "nouvelle" solution au chômage : réduire le coût de la main-d'oeuvre non qualifiée pour que les patrons embauchent plus. Il trouve même que le SMIC est trop élevé et devrait être appliqué avec plus de souplesse, c'est-à-dire ne plus être un salaire minimum obligatoire mensuel.

Parions qu'il en viendra à proposer, pour lutter contre le chômage, de créer des emplois d'ouvriers travaillant gratuitement !

DU RABAIS SUR LES MINISTRES

Pour faire des économies budgétaires, Balladur envisagerait de réduire les salaires des ministres de 10 %.

Mais comme il y a plus de petits salariés que de ministres, il envisage surtout de retarder les augmentations des quelque 2,6 millions de fonctionnaires, qui n'ont pas, eux, de notes de frais et autres indemnités occasionnelles pour compenser leurs pertes de pouvoir d'achat.

BOSNIE

LE RESSERREMENT DES SANCTIONS DE L'ONU

Aamur / Gamma

Des miliciens serbes observent Srebrenica.

Le rejet unanime par l'assemblée des Serbes de Bosnie du plan de paix de l'ONU va-t-il entraîner une escalade de l'intervention occidentale ? C'est en tout cas la menace que brandissent les puissances impérialistes.

Si le ton des menaces est monté, en particulier dans la presse occidentale, elles n'en continuent pas moins à rester surtout verbales, reflétant le fait que les dirigeants occidentaux en sont toujours à redouter les risques d'une intervention militaire, dont surtout il ne voient pas quels pourraient être les objectifs.

ESCALADE VERBALE

Il faut quand même noter que, malgré cette montée du ton, ce dernier plan de paix constitue une concession à la Serbie, par rapport à la version initiale du plan Vance-Owen, avec ses fameux corridors protégés. Et que d'ailleurs, sans attendre sa signature, les forces de l'ONU en sont déjà à désarmer les milices bosniaques pour le plus grand plaisir des bandes armées serbes et croates qui n'en demandaient pas tant.

Alors sans doute Clinton a-t-il réagi au rejet du plan de paix en annonçant des préparatifs en vue du bombardement des positions serbes en Bosnie et en Serbie, allant jusqu'à discuter du choix des objectifs devant les journalistes. Sans doute a-t-il tenu à proclamer que les USA n'avaient nul besoin d'un nouveau mandat de l'assemblée de l'ONU pour passer à l'offensive. Mais, pour l'instant, il se paie surtout le luxe de sonner la charge sans autre conséquence que de faire du bruit. Et si rien ne dit qu'il n'y aura pas en fin de compte de bombardements, la décision n'en a en tout cas pas encore été prise.

En fait, la seule mesure de rétorsion adoptée pour l'instant par les puissances occidentales, est la mise en œuvre de la résolution 820 du Conseil de sécurité de l'ONU : gel des avoirs financiers yougoslaves à l'étranger, création d'une zone interdite au trafic maritime le long des côtes de l'ex-Yougoslavie et interdiction du transit de marchandises par la Yougoslavie. Cette dernière mesure, en particulier, priverait semble-t-il la Serbie du principal moyen utilisé jusqu'ici pour contourner l'embargo déjà en vigueur.

Mais à en croire ce qu'en rapporte la presse, même la mise en oeuvre de cette décision est loin d'être unanime. Ainsi Chypre, qui sert de plaque tournante au commerce yougoslave depuis l'embargo commercial de mai 1992, a renoncé pour l'instant à geler les avoirs commerciaux et surtout financiers de la Serbie. Et on cite de multiples infractions, comme cette barge destinée à la Serbie que les autorités roumaines auraient laissé partir sur le Danube ou encore les réticences du gouvernement grec à empêcher le trafic le long de ses frontières.

Quand bien même cet embargo serait efficace, ce qui est bien loin d'être sûr, ceux qui en souffriront réellement seront tout au plus les populations, celles de Serbie et de Bosnie en particulier, mais aussi celles des pays limitrophes qui y perdront un débouché commercial important. Mais on peut gager que l'armée serbe, elle, et surtout les diverses bandes armées qui opèrent en Bosnie, seront les dernières à en être affectées.

À LA RECHERCHE D'UN POUVOIR FORT

De toute façon, ce que reflètent tous les bruits et les atermoiements des puissances occidentales, c'est quand même avant tout l'espoir qu'il se trouvera dans le conflit actuel des camps assez forts pour se charger de rétablir l'ordre. Et, à choisir, l'impérialisme préférerait que cela se fasse sans qu'il ait besoin de désigner lui-même le ou les vainqueurs à la pointe de ses missiles.

Peu importe alors qui sont ces vainqueurs, pourvu qu'ils se montrent capables d'assurer l'ordre dans les secteurs placés sous leur autorité. En Croatie, ce sera le régime actuel de Zagreb, pourvu qu'il ait assez d'autorité pour contrôler les bandes armées croates qui font régner leur ordre sur une partie de la Bosnie et qui, même si les médias occidentaux en ont peu parlé, n'ont rien à envier aux bandes serbes en matière d'atrocités. Et en Serbie, cela peut tout aussi bien être le régime de Milosevic avec, sous son contrôle, les mêmes bandes armées serbes de Bosnie tant dénoncées par les médias depuis des mois.

De leur côté, Milosevic et les dirigeants serbes en sont eux aussi à rechercher la reconnaissance par l'impérialisme de cet état de fait et du même coup la reconnaissance de la Serbie comme garant de l'ordre futur dans la région. D'où leur acceptation du plan de paix de l'ONU qui ne les gêne en rien.

MILOSEVIC RAPPELLE SON CAMP À L'ORDRE

Mais encore faut-il pour obtenir cette reconnaissance que Milosevic fasse ses preuves. C'est sans doute le sens de l'admonestation publique, la première du genre, qu'il a adressée à Karadzic, le leader des Serbes de Bosnie, l'accusant d'exposer dix millions de personnes aux sanctions internationales au nom de *"quelques problèmes non résolus qui sont insignifiants au regard des résultats déjà obtenus"*. Une façon pour Belgrade de dire aux chefs des bandes armées serbes de Bosnie qu'il est temps de passer aux choses sérieuses, et de soumettre leurs aspirations de roitelets à l'intérêt général — c'est-à-dire aux intérêts du pouvoir de Milosevic.

Ces remontrances restent il est vrai toute verbales pour l'instant. Car il en est d'autres qui n'hésiteront pas à jouer de la surenchère démagogique sur le terrain nationaliste. Les uns comme Karadzic pour garantir sa survie en tant que chef de guerre dans son bout de Bosnie, les autres, à Belgrade — même, pour se servir de l'enjeu de la Bosnie comme d'un levier pour détrôner Milosevic — par exemple les partis d'extrême-droite comme le parti du Renouveau National ou le parti Radical qui, tous deux, soutiennent l'intransigeance de Karadzik. Et rien ne dit que Milosevic soit en position, ou ait la volonté, de résister à cette surenchère si elle prenait de l'ampleur.

François ROULEAU

Russie

APRÈS LE PLÉBISCITE D'ELTSINE

Lengaigne-Gamma

Lors du vote.

Depuis les quelques années que les dirigeants russes prétendent conduire leur pays à la démocratie, ils en sont tout juste au plébiscite : pour ou contre Eltsine.

D'après les premiers résultats, Eltsine l'emporterait largement. Les dirigeants du monde occidental, comme d'ailleurs la presse, montrent une satisfaction quasi unanime, d'autant qu'ils avaient la veille du scrutin donné un sérieux coup de pouce à Eltsine en promettant des crédits. A tort ou à raison, ils voient en lui le seul personnage capable de maintenir l'ordre en Russie. Et de le rétablir au profit d'une politique favorable au capitalisme et au rapprochement avec l'Occident.

Eltsine a mené sa campagne autour du thème *"moi ou le chaos"*. On a déjà entendu ça, même en France ! Mais la Russie a, à la fois, Eltsine et le chaos.

C'est que tous les bureaucrates qui détiennent là-bas une parcelle du pouvoir à différents échelons de l'Etat, s'efforcent d'échapper à tout contrôle étatique central, d'autant que le pouvoir est source d'enrichissement rapide. C'est à qui réussira à vendre, de préférence contre devises, qui le pétrole, qui l'or ou les diamants du sous-sol, alors pourtant que tout cela, comme le gros de l'industrie, est toujours propriété d'Etat.

Les bureaucrates prétendent, en détournant la production ou la richesse du sous-sol, qu'ils le font dans l'intérêt du rétablissement de l'économie de marché. Ils en détournaient déjà beaucoup, sinon autant, dans le passé, en prétendant que c'était dans l'intérêt du socialisme.

Le pillage de la propriété d'Etat et les "bonnes affaires", voire le banditisme pur et simple enrichissent quelques uns.

Avant, cela se faisait pour le compte collectif de la bureaucratie, sous la protection d'une dictature qui se prétendait mensongèrement communiste. Aujourd'hui, avec la désagrégation du pouvoir central, c'est du chacun pour soi. Mais les victimes sont toujours les mêmes : la classe ouvrière avant tout, dont le niveau de vie s'effondre avec l'inflation et à qui on promet, en plus, trente millions de chômeurs, pour prix de l'établissement de l'économie de marché.

L'avenir dira si ce plébiscite confortera ou pas le pouvoir d'Eltsine. En fait, il ne s'agit pas d'une lutte pour ou contre le rétablissement de l'économie de marché, mais d'une lutte pour le pouvoir et si possible pour le pouvoir absolu. Aussi bien de la part d'Eltsine qui n'a rien d'un démocrate, que de la part de ses adversaires. Eltsine en est à bâillonner la presse et à se faire plébisciter. Il ne lui manque que les instruments du pouvoir, un appareil répressif. Mais cet appareil manque aussi à ses adversaires.

Mais pour les travailleurs c'est face je perds, pile tu gagnes. Si le chaos bureaucratique se prolonge, il prolongera la dégradation actuelle de la condition ouvrière. Si l'on va vers le rétablissement du capitalisme, la condition ouvrière se dégradera aussi et la Russie, qui n'a été une grande puissance que grâce à l'économie planifiée, redeviendrait une semi-colonie.

Cette économie de marché, que tous les dirigeants russes actuels proposent en Russie comme remède contre la ruine de la production et la montée de la misère, conduit en Occident, dans des pays bien plus riches au départ par tête d'habitant, aux licenciements, aux fermetures d'usines, au chômage massif, c'est-à-dire à la ruine de régions entières et à la misère de leurs travailleurs.

Les bureaucrates qui pillent les entreprises d'Etat en vertu de leur pouvoir ont cependant déjà en commun avec les capitalistes qu'il leur importe peu que l'économie crève pourvu qu'ils en tirent avantage.

A moins qu'une explosion de colère ouvrière les arrête. Et que de cette explosion naisse la conscience qu'il ne faut laisser la direction de la société ni aux bureaucrates, ni aux capitalistes anciens ou nouveaux.

Editorial des bulletins d'entreprise du 26 avril

À LA BERD ATTALI PREND RACINE

Jacques Attali doit être content : la deuxième assemblée annuelle de la BERD (Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement) qui s'est ouverte lundi 26 avril à Londres, n'a pas l'intention de discuter, en tout cas officiellement, du fonctionnement interne de cette banque créée en principe pour organiser "l'aide"" des gouvernements d'Europe occidentale au développement des pays d'Europe orientale en route vers "le marché" capitaliste.

Ce fonctionnement avait été mis en cause par le *Financial Time*, le principal quotidien économique britannique, et l'hebdomadaire américain *Time* qui avaient "révélé", entre autres, que la BERD avait dépensé deux fois plus d'argent pour l'installation de ses bureaux à Londres (près de 450 millions de francs) qu'elle n'en avait consacré aux pays de l'Est, que l'entrée et les halls de la banque construite à Londres, réalisés en marbre de Carrare, avaient coûté environ 6,1 millions de francs ; sans parler des voyages de Jacques Attali en avion privé, qui auraient coûté presque la même somme pour l'année 1992.

Mais quand on y regarde de plus près, qu'est-ce que les responsables de la BERD, le ministre des Finances allemand, Theo Waigel, le Premier ministre britannique, John Major, et les autres représentants des cinquante six pays et organisations membres de la banque, peuvent bien reprocher à Jacques Attali ? D'avoir fait des dépenses somptuaires ? Elles le sont sans doute moins que les leurs. De ne pas avoir assez dispensé de crédits à l'Europe de l'Est ? Mais si la BERD a comme mission de *"favoriser l'introduction d'un système d'économie de marché dans les pays d'Europe centrale et orientale (...) ainsi que d'y promouvoir l'initiative privée ainsi que l'esprit d'entreprise"*, qui pourrait lui reprocher de demander, comme toute banque qui se respecte, des garanties à ses clients potentiels ? Des garanties qui, de toute évidence, manquent cruellement dans les projets proposés à la BERD par les "entrepreneurs" des pays de l'Est et de l'ex-URSS.

Tout le drame de la BERD - et d'Attali -, c'est que dépenser deux fois plus d'argent en dépenses de fonctionnement qu'en crédits pour la mission pour laquelle elle a été créée, c'est quand même un peu voyant.

S.F.

Smith-Gamma

Une façade d'immeuble après l'explosion...

Grande-Bretagne

Le dernier attentat de l'IRA

POUR PARLER, BRISEZ LA GLACE ?

Un an presque jour pour jour après l'attentat qui avait détruit la Bourse de la Baltique en plein coeur de la City de Londres, en avril 1992, l'IRA (Armée Républicaine Irlandaise) a fait de nouveau la Une de l'actualité le 24 avril en provoquant une explosion à quelques rues de là.

Cette fois-ci, l'attentat a fait d'énormes dégâts à plusieurs immeubles d'affaires, dont le siège de NatWest, l'une des principales banques britanniques, le quartier général européen de la plus grande banque de Hong-Kong et celui de la banque d'Abu Dhabi. La déflagration a été telle qu'en plus des surfaces vitrées, une grande partie des cloisons intérieures de ces buildings a été détruite. Au point que certains devront être sans doute démolis.

Fort heureusement, le quartier des affaires était désert ce samedi matin. Les quelques employés qui y travaillaient avaient été rassemblés dans les sous-sols suite aux avertissements téléphonés par l'IRA à de nombreux organes de presse. L'attentat a néanmoins fait un mort, un journaliste de presse qui semble-t-il avait eu vent des avertissements de l'IRA et s'était précipité sur les lieux, et une quarantaine de blessés, pour la plupart par la pluie de verre brisé qui s'est poursuivie longtemps après l'explosion même.

Contrairement aux attentats de mars dans des centres commerciaux de Warrington, dans lesquels en particulier deux enfants avaient trouvé la mort, cette fois l'IRA n'a pas voulu prendre le risque de s'aliéner un peu plus l'opinion publique. Et sans doute son calcul se révélera-t-il juste, au moins pour ce qui est des couches populaires que les malheurs (tout relatifs d'ailleurs puisque les assurances sont là) de ces banques richissimes ne risquent pas d'émouvoir beaucoup.

Mais que cet attentat fasse pour autant avancer d'un pouce la cause que les nationalistes irlandais prétendent défendre, en particulier celle de la minorité catholique d'Irlande du Nord, c'est une autre affaire.

Quand bien même, et cela reste à démontrer dans ce cas précis, un attentat de ce type pourrait susciter une certaine sympathie pour l'IRA dans une fraction de la population, il ne fera pas oublier toute la série d'attentats aveugles de ces trois dernières années ni ceux qui les ont payés de leur vie, pour rien. Surtout cette politique, dite de la "lutte armée", ne laisse aucune place à ceux qui, dans la population anglaise, voudraient manifester leur opposition à la politique de l'Etat britannique en Irlande du Nord. A ceux-là, et leur nombre n'est pas négligeable, l'IRA ne laisse que le rôle de spectateurs passifs, quand par des actes scandaleux tels que les attentats de Warrington elle ne les contraint pas à se taire honteusement.

Mais bien sûr, ce n'est pas un hasard. Car la lutte que mène l'IRA, parce qu'elle se situe exclusivement sur le terrain du nationalisme le plus étroit, est avant tout celle d'un appareil, celui de l'IRA, contre un autre appareil, celui de l'Etat britannique. Et dans une telle lutte, le rôle assigné aux populations se limite à servir de masse de manoeuvre à l'occasion, et le reste du temps à fournir main-d'œuvre et finances.

Aussi cette dernière démonstration de force de l'IRA n'est-elle qu'une façon de signifier à l'Etat britannique, une fois de plus, qu'il n'y aura pas de règlement politique en Irlande du Nord sans la participation et l'assentiment des nationalistes. L'IRA considère ce rappel peut-être d'autant plus nécessaire que les discussions entre partis politiques irlandais du Nord et du Sud, sous l'égide du gouvernement britannique, sont sur le point de reprendre. Des approches publiques ont été faites en direction des nationalistes par des leaders religieux et politiques irlandais, sans aucun doute avec l'accord sinon à l'instigation de la Grande-Bretagne, en vue d'obtenir qu'ils renoncent à la lutte armée en échange de leur participation aux discussions en cours. On n'en est certes pas encore à pouvoir dire que "la glace est rompue" entre les nationalistes irlandais et le gouvernement Major. Mais dans ce cadre, le verre brisé de l'attentat de Londres pourrait bien n'être qu'un élément d'un marchandage en cours.

François ROULEAU

TCHERNOBOUYGUES

Le 26 avril 1986, le réacteur n°4 de la centrale nucléaire de Tchernobyl, en Ukraine, explosait. Et sept ans après, les conséquences de cette catastrophe, la plus grave jamais enregistrée en ce qui concerne l'utilisation du nucléaire à des fins civiles, sont toujours menaçantes. A cause notamment du fait que la quasi-totalité des 192 tonnes de combustible, dont quelque 600 kg de plutonium - une matière radioactive dont la durée de vie atteint 240 000 ans !-, reste toujours enfermée dans le coeur du réacteur.

Quant à l'enveloppe de béton, coulée à la hâte juste après l'explosion pour limiter les risques de contamination, elle tombe déjà en ruine, obligeant les autorités ukrainiennes à étudier la construction d'un nouveau sarcophage autour de la centrale.

Personne ne sait donc encore comment on pourra sortir des conséquences de cette catastrophe, ce qui n'empêche pas un certain nombre de gens d'y flairer la bonne affaire, en premier lieu évidemment... les bétonneurs !

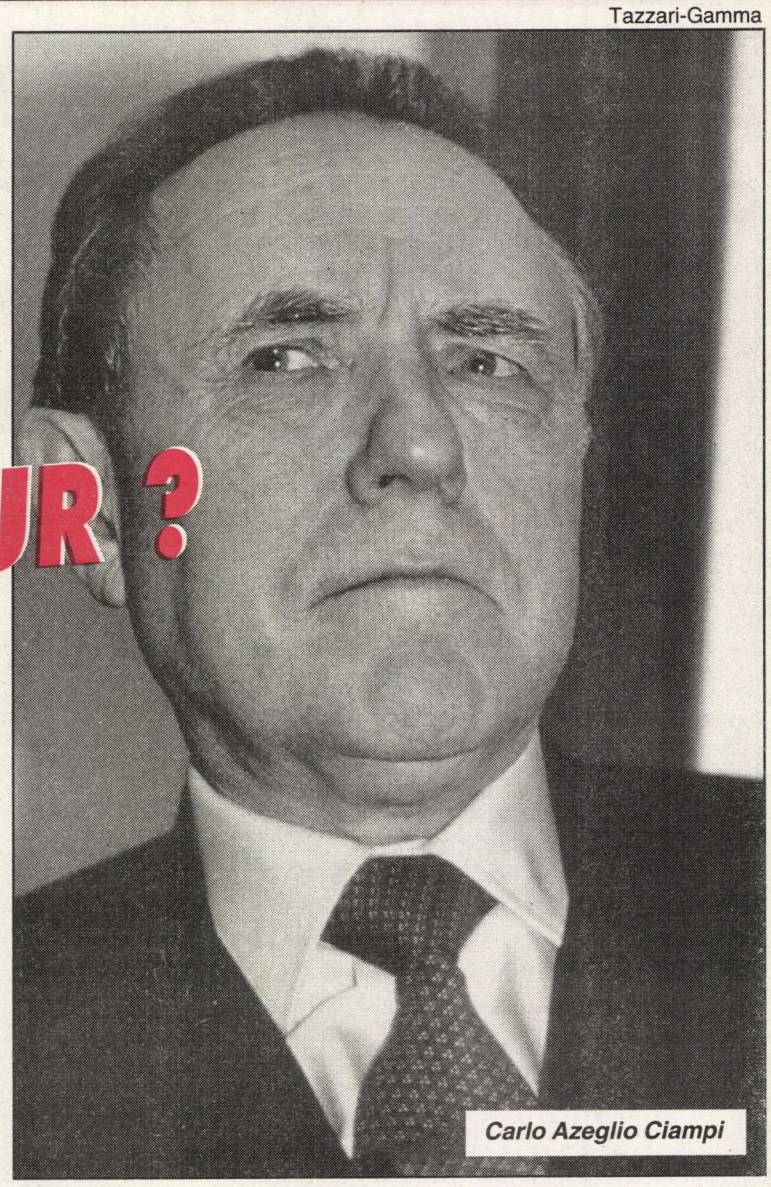
Ainsi, pas moins de 300 entreprises de l'ex-URSS et 32 groupes étrangers se seraient portés candidats, parmi lesquels les Français Bouygues et Campenon-Bernard. Et le savoir-faire ne semble pas leur seul argument pour faire valoir leur dossier, puisque le comité chargé d'étudier les offres et projets a dû récemment être remanié, car jugé trop favorable à Bouygues justement.

Ce qui prouve qu'en milieu radioactif, si l'environnement et les hommes meurent, les crabes en tout cas continuent à s'agiter dans les paniers...

Italie

PLUS DE GOUVERNEMENT, MAIS UN GOUVERNEUR ?

Tazzari-Gamma



Carlo Azeglio Ciampi

Un passage direct du poste de gouverneur de la Banque d'Italie à celui de président du Conseil : telle pourrait être la solution-éclair donnée à la crise gouvernementale ouverte en Italie après les référendums des 18 et 19 avril destinés à faire passer l'abandon de la proportionnelle dans les élections législatives.

Après la démission du gouvernement Amato, qui après les référendums a estimé qu'il avait "accompli sa tâche" – marquée notamment, rappelons-le, par le lancement en septembre dernier d'un mémorable plan d'austérité – le président de la République Scalfaro a en effet annoncé le 26 avril son choix pour le prochain président du Conseil : ce serait Carlo Azeglio Ciampi, jusqu'à présent gouverneur de la Banque d'Italie.

S'il était effectivement investi selon les voeux de Scalfaro, Ciampi serait dans l'histoire de l'Italie unitaire le premier président du Conseil à ne pas être issu du Parlement (même Mussolini l'était !). Il serait aussi le premier à être simplement choisi par le président, sans négociation avec les partis ni sur sa composition, ni sur son programme.

Ce gouvernement comporterait comme priorité absolue, selon Ciampi, la réforme électorale. Il s'agirait d'imposer rapidement l'abandon de la proportionnelle pour les élections à la Chambre des députés, en exploitant le plus vite possible le fait que cet abandon vient d'être plébiscité pour l'élection du Sénat.

Cet abandon de la proportionnelle a été présenté, on le sait, comme la seule façon d'assurer la "gouvernabilité" de l'Italie et d'en finir avec la corruption de ses hommes politiques — comme si les politiciens de pays comme la France ou la Grande-Bretagne où les parlements sont élus selon une loi majoritaire étaient moins corrompus ! — Mais ce choix du successeur du gouvernement Amato est à lui seul une bonne indication des souhaits réels de la bourgeoisie italienne, dont la réforme électorale est un élément, mais pas le seul.

La bourgeoisie voudrait disposer de gouvernements plus indépendants des partis et du Parlement, pouvant imposer leurs choix en passant outre aux pressions de l'opinion et au reflet que ces institutions peuvent en donner, aussi déformé qu'il soit. Elle veut des gouvernements pouvant imposer ses choix à elle, le plus vite possible et sans médiation, négociation ou marchandage d'aucune sorte et pense disposer aujourd'hui de la situation qui le lui permettrait.

Le choix de l'homme, présenté parce qu'il n'est pas un parlementaire comme un "indépendant", mais qui en tant que gouverneur de la Banque d'Italie n'est certainement pas indépendant des grands financiers ni du grand patronat, est en lui-même un symbole ; la bourgeoisie italienne n'attend même pas la réforme électorale. Elle cherche à profiter du climat plébiscitaire de l'après-référendum pour faire passer ce qu'elle voudrait être une nouvelle façon de gouverner et qui consisterait à mener le pays, ouvertement, exactement comme on mène une banque.

Reste à savoir bien sûr si cette sorte de coup d'Etat légal opéré par le président de la République, dans la foulée des référendums, réussira à passer.

Il faut tout de même encore, jusqu'à nouvel ordre, que le Ciampi en question obtienne un vote de confiance au Parlement. Mais si l'on s'en tient à l'attitude des partis parlementaires, il serait à peu près assuré de l'obtenir. Si ces partis, du PDS (ex-Parti Communiste) à la Démocratie-Chrétienne, tergiversent sur la nouvelle loi électorale car ils auraient tous quelque chose à y perdre, aucun n'ose s'y opposer vraiment.

Mais il reste tout de même une autre inconnue : l'attitude de la classe ouvrière. La nomination du gouverneur de la Banque d'Italie au poste de Premier ministre symbolise en effet une menace tout autre que celle qui, à travers la loi électorale, concerne les fauteuils de députés et les postes parlementaires des différents partis : la menace d'une politique d'austérité qui, après celle du gouvernement Amato, serait encore renforcée.

Et si les travailleurs décidaient de réagir à ces menaces avec leurs moyens à eux, nul doute qu'on verrait la bourgeoisie italienne se précipiter au plus vite vers les partis, les directions syndicales, le Parlement, les semblants de négociations, les faux compromis, toutes ces planches de salut traditionnelles dont, aujourd'hui, elle se croit assez forte pour faire mine de se passer.

André FRYS

Albanie

ÇA VA LEUR FAIRE UNE BELLE JAMBE

Anticoli-Gamma

Le pape, en visite de l'autre côté de l'Adriatique, après en avoir embrassé le sol comme d'habitude, a mis l'Albanie et les Albanais *"sous la protection de la Vierge Marie"*.

Heureusement que plus personne ne se souvient s'il avait fait la même chose en Yougoslavie... En tout cas, depuis la récente ouverture de leur pays à l'Occident, les Albanais ont déjà eu le temps d'en voir : beaucoup de promesses d'aide qui n'ont rien changé à la pauvreté du pays ; les émigrants albanais rejetés manu militari par l'Italie où ils avaient cru trouver le salut ; et pour finir un pape venu leur offrir… des prêches ! Il n'y a que la prospérité promise dont ils n'aient pas vu la couleur.

La mort de Viviane Borderie à la suite d'un contrôle SNCF musclé

UN PROCÈS ÉDIFIANT

Le procès des deux contrôleurs SNCF, mis en examen pour la mort de Viviane Borderie en 1987 (voir notre article dans le précédent numéro), s'est tenu vendredi 23 avril à Evry, pendant plus de cinq heures, devant une salle comble.

Près de trois cents personnes étaient venues y assister et beaucoup n'ont pu entrer faute de place. Il s'agissait pour moitié de collègues de la victime, travaillant à l'hôpital Sainte-Anne et pour moitié d'habitants de ce secteur de banlieue, usagers des lignes SNCF. Les débats furent très convaincants pour ceux qui doutaient encore des responsabilités des contrôleurs dans le drame.

Il est rapidement apparu que, s'il avait fallu six ans pour que l'affaire vienne devant un tribunal, c'est que, dès le départ, la police, la SNCF et la justice avaient fait preuve d'une mauvaise volonté évidente: témoignages pas recueillis dans les règles, note de la SNCF visant à discréditer la victime, interprétations incompréhensibles des rapports d'experts et omissions du procureur dans le premier dossier ayant abouti à un non-lieu... *"Une farce judiciaire"*, s'est indigné l'un des avocats, *"dans laquelle la SNCF, grande entreprise nationale, fait régner son ordre jusque dans les palais de justice"*. *"S'il n'était pas contrôleur, il serait déjà devant la cour d'assises depuis longtemps"*.

Les avocats des proches de Viviane Borderie ont demandé au juge qui présidait le tribunal correctionnel de se déclarer incompétent et de renvoyer l'affaire devant une cour d'assises, en tant que crime. *"Double crime"* a précisé l'un d'eux : *"Le coup mortel porté par l'un des contrôleurs et, auparavant. la grave atteinte aux libertés commise par les deux contrôleurs en empêchant Viviane Borderie de descendre à sa gare"*. Mais, reprenant à son compte l'avis du procureur, le juge a choisi que l'audience en correctionnelle se tienne.

Les témoins n'étaient pas présents mais le juge a estimé que leurs déclarations *"nombreuses et répétées"* après le drame constituaient *"un faisceau de certitudes, d'impressions crédibles même s'il apparaissait de légères différences"*.

A plusieurs reprises, les réponses des contrôleurs eux-mêmes ont confirmé leur abus de pouvoir, leur grossièreté et leur brutalité, d'abord à l'égard de la jeune fille zaïroise, dont le contrôle du billet a été à l'origine de toute l'affaire (*"Je l'ai ramenée en 1ère, elle ne voulait pas. (...) J'ai gardé sa carte d'étudiante après avoir dressé le PV et je l'ai repoussée deux fois sur le siège quand elle a voulu me la reprendre"*) ; puis contre Viviane Borderie qui était intervenue pour prendre sa défense (*"Je lui ai dit de s'occuper de son cul"* ; *"Je lui ai mis un PV pour entrave au contrôle"* ; *"A sa gare de Grigny, j'avais toujours sa carte d'identité et j'étais devant la porte, mais je ne l'ai pas empêchée de descendre, elle pouvait me bousculer ou passer par une autre porte"*).

Quant au geste qui aurait provoqué la chute mortelle en gare d'Evry-Courcouronnes, décrit à plusieurs reprises par les témoins (*"un bras gauche qui s'avançait vers Viviane Borderie"* ; *"une main, paume contre torse"* ; *"une main blanche"*) et qui confirment le cri du cœur poussé sur le coup par la jeune Zaïroise (*"Ils l'ont poussée !"*), le contrôleur incriminé le nie en prétendant qu'il était à plusieurs mètres de la porte, en train de s'éloigner à la suite de son collègue. Ce dernier explique seulement: *"J'étais de dos, je ne pouvais pas voir derrière mais je sentais mon collègue derrière moi"*. Certaines de leurs autres déclarations évoquent plutôt un autre scénario (*"J'ai entendu Viviane Borderie parler de porter plainte"* ; *"J'ai vu qu'elle voulait donner son adresse à la jeune Zaïroise"*). *"Vous avez rejeté Viviane Borderie hors du train pour qu'elle n'ait pas le temps de donner son adresse à la jeune Zaïroise"*, s'est exclamé un avocat en s'adressant au contrôleur, *"Juste après avoir commis ce geste, il aurait encore pu sauver Viviane Borderie en tirant le signal d'alarme au lieu de tourner le dos et de partir comme un lâche"* a ajouté un autre avocat.

Même l'avocat habituel de la SNCF, chargé de la défense des deux contrôleurs, n'a pas plaidé leur innocence, seulement le doute. Le procureur elle-même s'est déclarée *"persuadée que les deux contrôleurs n'étaient pas là où ils prétendent"*. Elle a reconnu que Viviane Borderie n'avait pu descendre à Grigny comme elle en avait le droit. Pourtant, malgré les témoignages, elle a déclaré considérer *"qu'il n'y a pas d'élément dans ce dossier qui établisse avec certitude que l'un ou l'autre, ou les deux, soient à l'origine de la chute de Viviane Borderie"* et a demandé... la relaxe des contrôleurs au bénéfice du doute !

Ces mots ont déclenché les huées de la salle.

Appelé à la barre, le mari de Viviane Borderie a notamment déclaré : *"Pour une fois, la SNCF n'a pas eu de chance. Ma femme avait des amis et la SNCF est tombée sur un Comité qui a décidé de ne pas laisser étouffer l'affaire. Il faut que la SNCF fasse cesser ces abus de contrôleurs qui se prennent pour les seigneurs et maîtres des trains"*.

Le jugement sera rendu le 7 mai à 13 h 30 au tribunal d'Evry. Le mari et le Comité invitent les usagers à venir nombreux entendre le verdict.

Correspondant LO

Le Comité et le public à la sortie du tribunal

Philippe AULIAC

ARC

Une rame de banlieue en gare de Juvisy

CAF Paris

EMPLOYÉS, USAGERS, MÊME COMBAT !

A la Caisse d'Allocations Familiales du 19e arrondissement de Paris, une allocataire désirant régler son dossier et lassée d'avoir attendu plusieurs heures a demandé à être reçue par le cadre du guichet. Mais insatisfaite des réponses obtenues et refusant de partir, elle a fait circuler une pétition parmi les nombreux allocataires présents. Ne recevant toujours pas de réponse, elle a téléphoné à la police d'une cabine téléphonique voisine. Celle-ci est arrivée quelques instants après. La salle était houleuse, les allocataires étaient mécontents de l'attente aux guichets et déçus de ne pouvoir obtenir de renseignements précis ou des paiements.

Il faut dire que certains jours, pour diminuer rapidement l'affluence, la direction demande aux guichetiers de ne faire que du "dépôt de pièces" (dépôt de dossier, imprimés, etc.), mais aucune réclamation n'est enregistrée.

La direction procède ainsi parce que le manque de guichetiers est criant. Quatre postes ne sont pas pourvus. Deux volontaires qui avaient postulé n'ont pas été acceptés par la direction. Pourquoi ? Mystère !

En tout cas, si les allocataires s'organisent et protestent ensemble contre les conditions dans lesquelles ils sont accueillis, cela ne peut aller que dans le sens des revendications du personnel de la CAF.

Correspondant LO

Chausson (Creil)

LA DIRECTION PRESSÉE D'EN FINIR AVEC LES FUTURS LICENCIÉS

La direction de Chausson vient de proposer de mettre en chômage partiel, payé à 100 %, tout le personnel qu'elle a prévu de licencier pour le 1er juin et ceci en deux étapes : 400 personnes à partir du 3 mai et les 300 restantes le 10 mai.

Ce renvoi à la maison, que la direction présente comme un cadeau, vise en fait à se débarrasser jusqu'à leur licenciement définitif de tous ceux à qui elle s'était pourtant engagée par écrit *"à proposer au moins un emploi acceptable au niveau de salaire et de qualification correspondant, dans la région"*. Aujourd'hui, alors que les échéances approchent, son bilan est tellement nul qu'elle préfère offrir des vacances au personnel plutôt que d'avoir, comme elle l'écrit elle-même, *"des perturbations de la production"*.

Et elle a le culot de proposer cela au moment même où elle empêche 192 salariés de partir immédiatement en FNE, alors qu'ils pourraient avoir quitté l'usine depuis près de quinze jours, et qu'elle ne les laissera partir que le… 1er août !

Evidemment cela provoque des réactions dans l'usine.

Une reprise en main bien difficile pour la direction

Tout cela se situe dans le plan de reprise en main qui fit suite à la grève, officiellement terminée le 18 février. En fait, pendant des semaines, la production a été très perturbée. Au début, ce fut la production zéro, et c'est seulement après un mois que la production est revenue à peu près à la normale.

La mobilisation restait forte et la direction a concédé des assemblées payées hebdomadaires. Mais peu à peu cette mobilisation s'est effritée.

Chacun a pu constater que les reclassements promis ne venaient pas et que la direction faisait traîner le plus possible les 117 mutations à Gennevilliers qui étaient normalement acquises. Quant aux 100 reclassements chez Renault et aux 100 reclassements chez Peugeot, ils n'ont pratiquement pas commencé et sont toujours à l'état de projet.

En ce qui concerne les reclassements effectués directement par l'Antenne-Emploi, ils se chiffrent à une vingtaine et aujourd'hui l'objectif n'est plus que d'envoyer en stage de formation, mais sans emploi à la clé, quelques dizaines de salariés.

Ces dernières semaines, il y a eu des réactions d'une partie du personnel. Tout d'abord le directeur s'est fait sortir de son bureau et insulter, puis accompagner en cortège dans l'usine par 150 à 200 salariés. Sur le coup il jurait qu'il n'y aurait pas de chômage partiel... contrairement à ce qu'il annonçait le lendemain. Quelques jours plus tard d'anciens grévistes, avant de partir définitivement de l'usine, ont bloqué dans un bureau le responsable des services techniques, qui dirigeait les commandos de la direction par talkie-walkie pendant la grève. Ils l'ont obligé à s'agenouiller pour faire des excuses. Enfin, lundi 26 avril, une centaine de salariés sont venus envahir le CE.

Cela dit, si les assemblées réunissent encore près de 700 travailleurs au total sur les deux équipes, pas mal de salariés ne croient plus possible d'obtenir quelque chose.

Vers la fermeture de l'usine ?

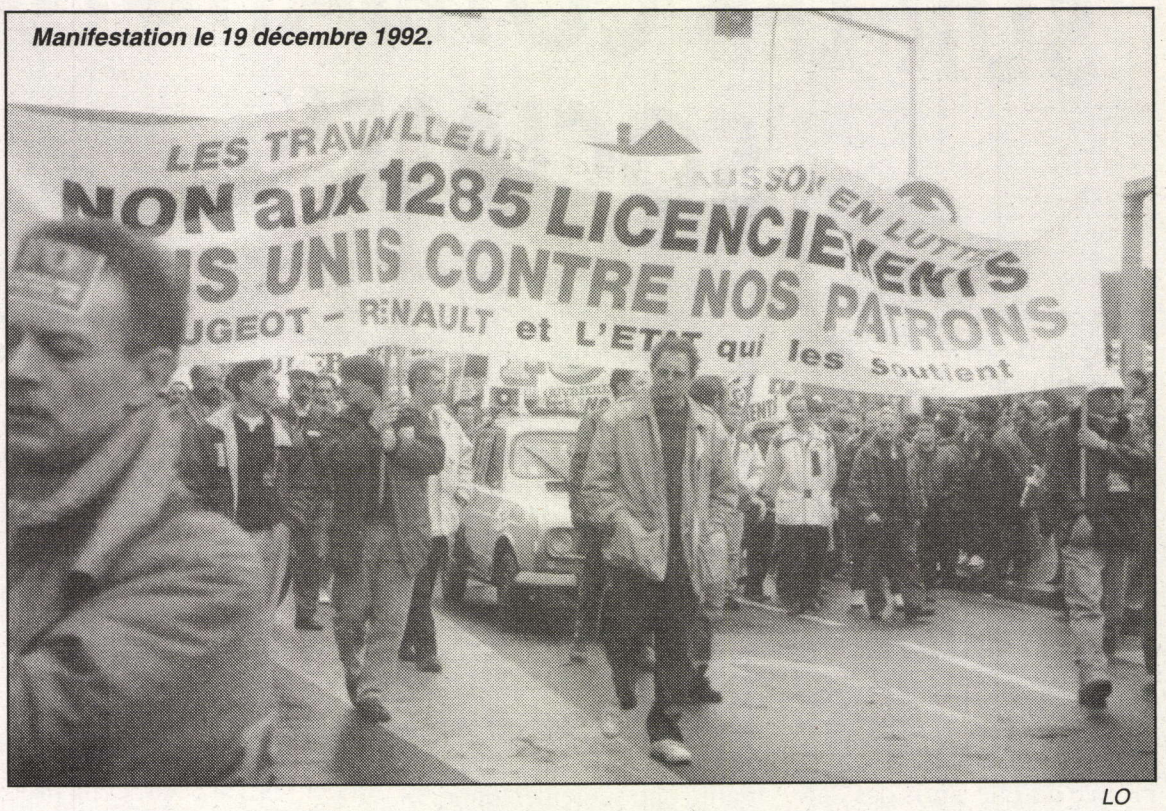
La hâte de la direction à se débarrasser de la présence des salariés qu'elle veut licencier le 1er juin s'explique aussi par deux autres raisons.

La première est que la direction veut mettre en place les nouvelles gammes de travail sur les chaînes Renault, avec 22 % de gain de productivité, et cela risque de coincer.

La deuxième est que l'annonce du prochain plan de licenciements, voire la fermeture à terme de l'usine de Creil, est bien en instance. Au conseil d'administration du 23 avril, le représentant de Peugeot a dit qu'*"il n'y aurait plus de production de sa part en 1994"* (Chausson produit encore 25 à 30 "pick-up 504" par jour) ; et celui de Renault a déclaré que *"l'usine n'est pas viable avec les seules fabrications actuelles"*. Mais ce n'est que lors du conseil d'administration convoqué pour le 4 juin, juste après les licenciements, que Renault fera part de ses décisions finales.

La direction Chausson va-t-elle avoir la paix avec sa main-d'œuvre et réussir à faire accepter aux licenciés de partir en douceur ? Bien que 200 travailleurs aient déjà quitté l'usine, il existe toujours une minorité au moins de travailleurs qui ne digère pas l'attitude de la direction. Et en tout cas le personnel n'a pas le choix s'il veut obtenir au moins le respect des garanties écrites qu'il avait obtenues lors de la grève.

Correspondant LO



Manifestation le 19 décembre 1992.

LO

BATA (Moussey-Moselle)

TROP C'EST TROP

Plus de la moitié des travailleurs de Bata en Moselle - 1300 salariés - ont débrayé une demi-journée jeudi 22 avril à l'appel des syndicats CFDT et CGT pour protester contre la remise en cause par le patronat de la prime annuelle.

Jeudi 22 avril se déroulaient des négociations nationales dans l'industrie de la chaussure. Le patronat — qui souhaite annualiser les salaires — veut supprimer purement et simplement une des dernières primes qui restent dans la convention collective, la prime annuelle d'un montant de 2500 F. Les travailleurs ont répondu à l'appel et ont fait grève tout l'après-midi à plus de 700. Cela faisait des années que les syndicats n'avaient pas appelé à faire grève. Il faut dire que le ras-le-bol est général : à Bata des travailleurs qui ont dix ou vingt ans d'ancienneté ne gagnent que 4700 F par mois, le SMIC et même encore moins une fois déduit le prix des cars qui les emmènent à l'usine (environ 150 F par mois).

Pour donner une idée, le salaire mensuel brut moyen — tout compris — était en 1991 — selon les chiffres de la direction — pour un OS 5702 F, un OQ 6003 F et pour un OHQ 6838 F. Enlevées les cotisations sociales il reste des salaires dérisoires. Année après année, le patronat a baissé les salaires et rogné ou supprimé toutes les primes : en dehors de la prime annuelle il ne nous reste plus que la prime dite de fidélité (550 F par an au bout de dix ans de travail !) et c'est tout. Alors la suppression de la prime annuelle sera-t-elle la goutte qui fera déborder un vase plus que plein ?

BALLADUR OU BATA… DUR ?

Dans la foulée des gouvernements socialistes précédents, Balladur veut baisser encore plus les "charges" des entreprises.

Il veut *"réduire très sensiblement les charges pesant sur l'emploi des personnes rémunérées au niveau du SMIC ou légèrement au-dessus"*.

Chez Bata, où nous sommes très nombreux au niveau du SMIC, la direction doit être aux anges. Dans les bureaux de la direction on n'appelle plus le Premier ministre Balladur mais Batadur. Il nous reste à mettre des coups de pompes (Bata ou pas) au derrière de tous ces gens-là !

Citroën

COMMENT UN PATRON ÉCONOMISE SUR LES COTISATIONS SOCIALES

Dans l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois. La direction prétend qu'elle veille à la sécurité. Ce n'est pas l'avis du personnel !

La commission de la Sécurité sociale chargée d'examiner la demande de ristourne des entreprises sur les cotisations d'accident de trajet vient de refuser à Citroën cette ristourne pour les établissements de la région parisienne (Aulnay, Saint-Ouen, Asnières, Meudon, Vélizy et Neuilly). Le cadeau demandé s'élevait cette année à 4 millions de francs. Même pour une entreprise dont le groupe a annoncé 3,37 milliards de francs de bénéfices en 1992, il n'y a pas de petits bénéfices ! Mais tout n'est pas perdu pour elle, puisqu'elle passe devant une deuxième commission… Au moment où on nous rebat les oreilles avec le "trou de la Sécu", où le gouvernement promet aux salariés une augmentation de cotisations, il est intéressant de rappeler comment les patrons, eux, utilisent mille manières pour payer moins.

DEMANDE DE RISTOURNE

Les règlements de la Sécu prévoient que, si l'entreprise prouve qu'elle a pris des dispositions matérielles pour diminuer les risques d'accidents (effort de prévention), elle peut obtenir le remboursement d'une partie des cotisations versées au titre des accidents. La somme de 4 millions de francs de ristourne ne concerne que les accidents de trajet. Il a fallu tout un gros document à Citroën pour tenter de prouver que l'entreprise faisait beaucoup d'efforts de prévention. Quelques exemples permettent de comprendre ce qu'est la prévention sauce Citroën.

La direction prétend avoir créé 15 lignes de bus à l'usine d'Aulnay… Faux ! Au contraire, deux lignes ont été supprimées. Elle prétend aussi avoir créé deux postes pour la sécurité sur le parking et pour l'ergonomie : c'est en réalité une seule personne… que les ouvriers n'ont jamais vue. En revanche, à l'usine de Saint-Ouen, la direction a fait fermer une porte pour économiser le poste d'un gardien, ce qui rallonge le trajet des ouvriers arrivant par le métro et les risques d'accidents de trajet !

Dans son document destiné à la Sécurité sociale, la direction met en avant toute une série de mesures (qu'elle chiffre à 3,7 millions de francs) qui amélioreraient d'après elle la sécurité, mais qui, en fait, ne correspondent qu'à des obligations légales comme les dépenses liées à la médecine du travail, à la réfection des selfs et des cafétérias, etc. Ce document était d'une telle hypocrisie que les militants syndicaux des usines ont, eux aussi, envoyé leur étude sur ces dépenses à la Sécu. Cette prise de position n'est sans doute pas étrangère au premier refus de payer la ristourne !

Mais Citroën, comme tous les patrons, a bien d'autres moyens de faire des économies sur le dos de la Sécurité sociale.

LES RETARDS DE PAIEMENT

D'abord, Citroën, comme bien d'autres, est très souvent en retard de paiement. Des ouvriers près de la retraite en ont fait l'expérience : la Caisse Vieillesse n'avait pas reçu de Citroën, pour plusieurs d'entre eux, plusieurs trimestres de cotisations. A se demander si Citroën "n'oublie" pas certains versements, en espérant que cela ne se voie pas.

D'ailleurs, globalement en 1990, l'ensemble des patrons avait une dette envers la Sécu de 60 milliards.

LA RÉDUCTION DU TAUX DE COTISATIONS PATRONALES

Citroën fait pression sur les accidentés du travail pour qu'ils ne s'arrêtent pas, ou même pour qu'ils ne déclarent pas l'accident… tout simplement. On voit alors dans l'usine des ouvriers avec des pansements, ou bien cachés dans quelques bureaux ; certains sont invités à prendre leur convalescence à l'usine…

Les accidents sans arrêt de travail font baisser le taux de gravité et les cotisations correspondantes. Cette disposition du Code de la Sécu devient une incitation à cacher les accidents ou leur gravité. Ainsi, en 1991, à l'usine Citroën d'Aulnay, les accidents sans arrêt de travail ont augmenté de 31 %, passant de 342 à 449… mais le nombre des accidents avec arrêt de travail a baissé, ce qui a entraîné la baisse du taux de gravité. La cotisation d'accident du travail fixée par la Sécurité sociale a donc baissé pour Citroën, passant de 1,75 % en 1989 à 1,57 % en 1990 et à 1,34 % en 1991… Notons aussi que les dépenses occasionnées par ces accidents camouflés sont alors prises en charge par la Caisse d'Assurance Maladie, et accroissent d'autant plus son prétendu déficit. Ce transfert de charge arrange bien les patrons.

Non seulement Citroën ne fait quasiment aucun effort de prévention, mais il camoufle la réalité et la gravité des accidents dont il est responsable, pour payer moins à la Sécu.

Ces millions économisés sont réalisés alors que la sécurité ne s'est pas améliorée, mais dégradée : les handicapés sont de plus en plus mis sur les chaînes, les cadences et les charges de travail ont fortement augmenté, Citroën tient de moins en moins compte des restrictions médicales. Autant de raisons pour lesquelles cette demande de ristourne est particulièrement scandaleuse.

Correspondants LO

Info-moins

Toute la presse a fait état des déclarations du directeur financier du groupe Michelin, le sieur Eric Bourdais de la Charbonnière, présentant un bénéfice de 79 millions de francs pour 1992.

Curieusement, on ne trouve pas ce chiffre dans le bulletin *"Info-plus"*, censé informer le personnel de la marche de l'entreprise.

Faut-il en conclure qu'il y a mensonge quelque part ? Ou bien qu'il y a deux façons de présenter les chiffres, en positif pour les actionnaires, qui savent bien ce que Michelin leur rapporte, et en négatif pour les travailleurs à qui on va encore réclamer les *"sacrifices nécessaires"*, en pertes de salaire et en suppressions d'emplois ?

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière
Michelin Joué-les-Tours.

Anti-stress : Levons le pied

De plus en plus souvent, on voit dans les ateliers des ouvriers avec des pansements. Les chefs et la direction font pression pour qu'on vienne travailler quel que soit notre état de santé : ce sont, par exemple, les coups de fil insistants pour nous faire reprendre le travail.

L'essentiel pour GM, on le sait, c'est la production et pas notre santé. Et après, elle essaie de nous expliquer que pour combattre le stress, il n'y a rien de mieux que la nature et la musique. Qu'est-ce qu'on attend pour se mettre au vert ?

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
General Motors
Strasbourg.

Avril 1803
LA MORT DE TOUSSAINT LOUVERTURE

extrait du bimensuel troskyste antillais "Combat Ouvrier"

L'anniversaire de la mort de Toussaint Louverture, en avril 1803, est une occasion de reparler de ce personnage historique, chef militaire et artisan de l'abolition de l'esclavage à Saint-Domingue puis de l'indépendance d'Haïti.

François Dominique Toussaint est né en 1743. Il a été d'abord esclave. Il semble qu'il servait comme cocher sur une plantation de l'île de Saint-Domingue. (…) Il a reçu une certaine instruction et fut affranchi en 1776. Il faisait donc partie des Noirs libres, et ne vivait pas dans la misère. C'est en 1794 qu'il prendra le surnom sous lequel il est connu, Toussaint Louverture. (…)

Ce personnage devait avoir une influence considérable sur l'évolution de la colonie française de Saint-Domingue, aujourd'hui Haïti.

Après la Révolution française, des révoltes d'esclaves éclatèrent dans les colonies des Antilles pour obtenir la liberté. Ce fut le cas en Guadeloupe et en Martinique, et aussi à Saint-Domingue, où les esclaves se révoltèrent en 1791 contre les colons. Toussaint, malgré une situation relativement plus favorable que la majorité des Noirs, rejoignit les esclaves révoltés, sans pour autant jouer un rôle de premier plan. Le dirigeant de cette première insurrection fut Boukman, un esclave, et après l'exécution de ce dernier, Jean François et Biassou. Toussaint avait alors 48 ans, mais il devait poursuivre bien plus loin sa carrière de chef des insurgés.

Les puissances européennes, Angleterre, Espagne, et France, se menaient des guerres pour la possession des colonies. L'Espagne possédait une partie de l'île. Les Espagnols s'appuyaient sur les esclaves et leurs chefs pour affaiblir la puissance française. Toussaint s'allia d'abord à eux, ainsi que Jean François et Biassou. Nommé colonel de l'armée espagnole, il profita de la situation pour renforcer son pouvoir militaire. C'est en juin 1794 qu'il quitta le camp espagnol pour se rallier aux Français. Il est vrai que le 4 février 1794, la Convention en France avait promulgué un décret abolissant l'esclavage dans ses colonies. Cette même année, les Noirs se soulevèrent et battirent les Anglais, présents eux aussi dans l'île, et les colons hostiles à l'abolition. Le pouvoir français souhaitait utiliser les Noirs et leurs chefs militaires, en particulier le plus illustre d'entre eux, Toussaint Louverture, pour se débarrasser des Anglais, sous le prétexte qu'ils étaient esclavagistes.

Cependant Toussaint, tout en combattant les Anglais, profita encore des circonstances pour renforcer sa puissance militaire et politique. Il fut nommé par le Directoire général en chef de l'armée de Saint-Domingue. Les Anglais furent expulsés en 1798, mais Toussaint traita avec eux de façon habile et de son propre chef : il signa une convention avec le général anglais Maitland pour conserver des relations commerciales visant à l'approvisionnement de l'île. Le 16 mai 1798, après la capitulation anglaise, Toussaint fit une entrée triomphale dans Port-au-Prince.

Comme on le voit, il agissait de façon de plus en plus autonome.

Sa puissance était telle qu'il fit rappeler en France Sonthonax, le représentant du Directoire, puis fut l'instigateur de l'expulsion de son successeur. Une lettre qu'il écrivit à Napoléon est à ce titre célèbre. Elle commence ainsi : *"Du premier des Noirs au premier des Blancs…"*.

Napoléon Bonaparte voyait d'un mauvais œil la quasi toute-puissance de ce Noir, ancien esclave. D'autant plus que l'idée d'un rétablissement de l'esclavage, qui fut effective en Guadeloupe et en Martinique en 1802, devait prendre forme au sein du pouvoir en France. (…)

En juillet 1801, Toussaint dotait le pays d'une constitution qui mettait en évidence l'autonomie de Saint-Domingue par rapport à la France. Il invitait tous les habitants de l'île à se rallier à cette constitution propre à la colonie. Toussaint se dotait aussi de tous les pouvoirs, politique et militaire, législatif et exécutif. Il se donnait aussi le pouvoir de désigner son successeur.

A la fin de cette même année, l'expédition lancée par Napoléon contre Toussaint prenait forme. Les forces étaient considérables : pas moins de 22 000 hommes au départ. Le 3 février 1802, la flotte française arrivait devant Le Cap, où elle se heurta à une forte résistance de la part des troupes dirigées par Christophe. Cependant l'armée française, mieux équipée, avançait, toujours confrontée à la résistance de l'armée des Noirs. Les troupes commandées par Toussaint étaient constituées de l'armée coloniale et de cultivateurs, anciens esclaves, armés. Mais y compris dans les campagnes, les cultivateurs opposaient une résistance aux troupes françaises, qui subissaient une mortalité importante, du fait des maladies et du manque de ravitaillement. Ils subissaient également une forte démoralisation face aux soldats noirs qui chantaient, comme eux-mêmes, les chants de la Révolution de 1789.

Probablement pour opérer une trêve et pouvoir se renforcer, Toussaint se soumit et se retira sur sa plantation, entouré de sa garde. Pendant ce temps, l'armée française subissait toujours les ravages de la fièvre jaune, qui tua entre autres Leclerc.

C'est en 1802 que Toussaint fut arrêté. Toussaint se rendit à une invitation du général Brunet, il fut capturé et envoyé en France. Incarcéré au Fort de Joux, dans le Jura, il mourut le 7 avril 1803. (…)

Mais la mort de son chef ne fut pas la fin de la lutte pour l'armée des Noirs. Ils continuèrent à se battre sous le commandement de Dessalines et vainquirent les forces françaises. L'indépendance fut proclamée le 1er janvier 1804, et la nouvelle république prit le nom d'Haïti. Ce fut la deuxième République indépendante d'Amérique, et la première République noire au monde.

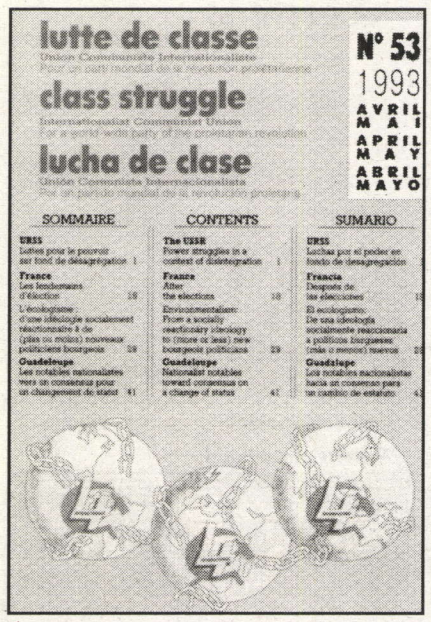
Au sommaire de
LUTTE DE CLASSE
AVRIL 1993 (N° 53)

URSS :
– Luttes pour le pouvoir sur fond de désagrégation.

FRANCE :
– Les lendemains d'élection.
– L'écologisme : d'une idéologie socialement réactionnaire à de (plus ou moins) nouveaux politiciens bourgeois.

GUADELOUPE :
– Les notables nationalistes vers un consensus pour un changement de statut.

Prix : 10 F – Envoi contre 12 F en timbres.



29, 30, 31 mai

DANS QUATRE SEMAINES
LA FÊTE

Plus que quatre semaines avant le week-end de la Pentecôte, les 29, 30 et 31 mai prochains, le "week-end le plus long", puisqu'il dure trois jours.

Sur place, ça se prépare déjà, les structures commencent à s'élever, car ce n'est pas une mince affaire que d'accueillir plusieurs dizaines de milliers de personnes en trois jours.

Le programme artistique se peaufine, et commence vraiment à prendre tournure, une bonne tournure ... (voir ci-contre). Mais attention, il n'y a pas que les spectacles sur les podiums. A côté, un peu partout, il y a l'animation, les jeux, la participation de tous, la fête dans la fête.

La fête, rappelons-le, pour ceux qui ne la connaîtraient pas, c'est des centaines de stands, de spécialités culinaires, d'artisanat, de jeux, et aussi bien sûr la présence de groupes locaux ou d'entreprise de Lutte Ouvrière et de groupes politiques invités. C'est des expositions et des audiovisuels scientifiques ou autres, des livres (des milliers de titres !), du cinéma (deux salles qui "jouent" en permanence des grands films), des débats scientifiques, culturels, politiques, etc.

La fête, c'est aussi quelques "services" (gratuits) comme la Crèche pour les plus petits, et la Place aux Jeunes pour ceux qui ont la taille au-dessus.

Et puis, surtout la fête, c'est une ambiance sympa, une ambiance populaire où l'on est bien. Où l'on peut causer tranquille entre amis, où l'on peut s'allonger dans l'herbe, où l'on peut faire ce qu'on veut. C'est... la fête, quoi !

LE PROGRAMME ARTISTIQUE

Sur le podium central

SAMEDI

18 heures
GINA ET L'ORCHESTRE
Rock réaliste

21 heures
GEOFFREY ORIEMA
Chanson africaine

DIMANCHE

14 heures
SARCLORET
Auteur compositeur

15 h
Allocution d'Arlette LAGUILLER
suivie de
PIERRE PERRET

18 heures 45
MADEMOISELLE SWING QUARTET
Jazz style Django Reinhardt

21 heures
CHANSON PLUS BIFLUOREE
Spectacle musical d'humour et de parodies

LUNDI

14 heures
NATHALIE DUPUY
Chanson française

15 h
Allocution d'Arlette LAGUILLER
suivie de
XAVIER LACOUTURE
Musiques, humour et énergie

18 heures
BENOIT BLUE BOY
Blues et cajun

Au théâtre de verdure

SAMEDI

PATCHWORK
Musiques d'Irlande, d'Australie et d'ailleurs

DIORAMA
"L'Homme dans l'Univers"

DIMANCHE

NAG'AIRS
Chansons populaires de Bruant à Piaf et de Montéhus à Arletty

LUNDI

FRUTA BOMBA
Salsa, Cumbia et Rumba

EN ANIMATION
Dimanche après-midi,
la fanfare STORYVILLE,
parmi bien d'autres,
animera les allées de la Fête.

Les cars spéciaux pour la fête

• DE PROVINCE

Des départs collectifs, en cars voire en trains spéciaux, seront programmés à partir de nombreuses villes. Voici une première liste de départs en cars spéciaux :

- **Orléans :** Samedi 29 mai à 8 h, gare SNCF d'Orléans (N 20).
- **Bourges :** Samedi 29 mai à 6 h, parking du Centre nautique.
- **Vierzon :** Samedi 29 mai à 6 h 30, face au lycée technique (N 20).
- **Limoges :** Samedi 29 mai à 4 h 30, parking du Parc des Expositions.
- **Nevers :** Samedi 29 mai à 6 h 30, parking de la gare routière.
- **Montargis :** Samedi 29 mai à 8 h, parking de la gare SNCF.
- **Clermont-Ferrand :** Samedi 29 mai à 7 h, gare routière.
- **Rouen :** Samedi 29 mai à 9 h, gare routière.
- **Lyon :** Samedi 29 mai à 5 h 30, place Bellecour côté Saône.
- **Grenoble :** Vendredi 28 mai à 23 h, gare routière (près gare SNCF).

• DE PARIS ET REGION PARISIENNE

La fête est accessible en voiture, bien sûr, mais aussi par le train depuis la Gare du Nord (descendre à la station Presles). Plus simple encore, une navette gratuite d'autocars est mise en place à partir de la Porte de la Chapelle durant les trois jours. Départ tous les quarts d'heure environ, et chaque heure durant la nuit du bal (aller et retour).

LOUIS, ENFANT ROI
de Roger Planchon

Cet "enfant roi", c'est le jeune Louis XIV entre 1649 et 1652, c'est-à-dire au moment où le roi a entre 10 et 14 ans. Le film commence la nuit de l'Epiphanie 1649, où à peine le jeune garçon et sa suite ont-ils dégusté la galette des rois que la suite royale doit s'enfuir de Paris vers le château de Saint-Germain-en-Laye, avec à sa tête Mazarin, cardinal Premier ministre, et Anne d'Autriche, veuve de Louis XIII et régente du royaume pendant la minorité du nouveau roi.

Car, depuis août 1648, c'est la Fronde : les notables de Paris, s'appuyant sur une émeute populaire, contestent le pouvoir de Mazarin. Le pouvoir vacillant s'allie alors au prince de Condé, un des deux principaux chefs de guerre d'alors (l'autre est Turenne), qui a promis au roi de ramener l'ordre à Paris. Mais déjà certains nobles s'interrogent et se demandent s'il ne vaut pas mieux s'allier au Parlement de Paris pour avoir la tête de Mazarin...

Le caractère désordonné de cette fuite à Saint-Germain s'étend assez vite à tout le film qu'a signé Planchon. En fait, à part quelques lignes écrites au début du film, celui-ci ne permet guère au spectateur de comprendre le déroulement des événements de cette période historique qui, dit-on, marqua si fort le jeune roi qu'il conçut par la suite, avec le château de Versailles, une sorte de prison dorée pour y neutraliser la noblesse et l'empêcher de conspirer contre lui.

Outre ceux déjà cités, défile devant le spectateur une foule de personnages : Conti, le cardinal de Retz, la Grande Mademoiselle, Gaston d'Orléans, et bien d'autres. On en oublie. Qui sont-ils ? Quels sont leurs liens de parenté ? C'est un peu un jeu de piste. Le metteur en scène a pris le parti de faire voir les événements à travers les yeux d'un enfant, puis d'un adolescent, qui y assiste en spectateur plus que privilégié — après tout, tous ceux qui nouent des intrigues autour de lui respectent sa personne et le pouvoir qu'il représente.

Mais quand le jeune prince lui-même ne comprend guère ce qui se trame, le spectateur est logé à la même enseigne. Et bien souvent l'enfant et le spectateur également en sont réduits à constater intrigues, complots, renversements d'alliances et à passer, sans transition et sans trop comprendre, des conspirations de palais à la guerre sur le terrain.

Pour maintenir plus ou moins leur autorité, et préparer la voie au futur roi, Mazarin et Anne d'Autriche devaient maintenir un jeu politique renvoyant dos à dos d'une part la noblesse défendant ses privilèges, et d'autre part les représentants du Parlement de Paris, émanation d'une bourgeoisie qui ne se contentait plus de son rôle de bailleuse de fonds de la monarchie. Mais cela, mieux vaut le savoir avant de s'installer dans son fauteuil !

Roger Planchon a sans doute voulu surtout évoquer, d'un point de vue psychologique, ce que pouvait être la vie de la cour royale dans cette époque troublée. Le fil conducteur est l'initiation tous azimuts du futur roi, à qui Mazarin ne cesse de prodiguer conseils et formules du genre *"le roi est toujours seul"*, *"il n'a pas d'amis"*, etc. Cela nous vaut quelques morceaux de bravoure comme celui du dépucelage du jeune prince régi dans le détail par l'étiquette...

Les acteurs sont convaincants, le spectacle plaisant, l'humour n'est pas absent (Planchon s'est octroyé le rôle de *"préposé aux pots de pisse"*), et les notations sur les moeurs de la cour peuvent intéresser le spectateur (si elles sont authentiques...). Mais le point de vue est limité puisqu'il efface tout l'arrière-fond historique : le peuple est d'ailleurs invisible et nobles et bourgeois sont de pures abstractions. Au terme des 2 h 40 de ce film, on aura assisté à un divertissement, mais pas vraiment vécu une époque.

Jacques FONTENOY

LES BROCHURES DU CERCLE LÉON TROTSKY

Dernières brochures parues :

- Billancourt : reflet des luttes sociales et de la politique patronale et gouvernementale des cinquante dernière années.

(N° 51 - Exposé du Cercle Léon Trotsky du 22 mai 1992)

- Les puissances impérialistes et la situation dans l'ex-yougoslavie.

(N° 52 - Exposé du Cercle Léon Trotsky du 2 octobre 1992)

- Les états-unis à l'heure des élections présidentielles et de la crise.

(N° 53 - Exposé du Cercle Léon Trotsky du 6 novembre 1992)

- Italie : une crise particulière ?

(N° 54 - Exposé du Cercle Léon Trotsky du 11 décembre 1992)

- De "l'affaire de panama" aux "affaires" en cours : les scandales politico-financiers, une longue tradition…

(N° 55 - Exposé du Cercle Léon Trotsky du 29 janvier 1993)

Prix : 10 F - Envoi contre 12 F en timbres par brochure demandée.

LUTTE OUVRIERE

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIERE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 000 exemplaires. Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc-Mesnil - 48 65 32 75. Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....

PRENOM : .....

ADRESSE : .....

.....

CODE POSTAL et VILLE : .....

.....

COMPLEMENT D'ADRESSE : .....

.....

Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :

.....

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de : .....

Règlement :

- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

Algérie

Affrontements armés et misère s'aggravent, mais...

POUR LES BANQUIERS, TOUT IRAIT MIEUX !

turpin/Gamma

Le gouvernement algérien vient de monter d'un nouveau cran dans la lutte contre les groupes armés islamistes. Après avoir ramené des troupes supplémentaires dans la région d'Alger, les autorités ont lancé depuis le lundi 19 avril une série d'opérations de ratissage dans les banlieues les plus pauvres de la capitale : Bachdjara, Kouba, Bakari, El-Harrach ..., cités réputées fiefs des intégristes. Ces opérations ont été menées conjointement par l'armée, la gendarmerie et les unités spéciales de la police. De vastes opérations de ratissage seraient aussi prévues dans toute la région environnante, jusqu'aux montagnes de la région de Blida à 50 kilomètres au sud de la capitale, et même au-delà.

Chaque jour la presse algérienne fait état des "succès" de ces opérations, les dizaines d'islamistes arrêtés, les armes saisies, et chaque jour de nouveaux morts, à la satisfaction non seulement des autorités militaires mais aussi de ceux qui se revendiquent de la "démocratie", des partis comme le RCD ou Etahaddi (l'ex-Parti Communiste), jusqu'à la centrale syndicale UGTA. Pour eux, l'appel lancé par la manifestation contre le terrorisme islamiste du 22 avril a été entendu. Piètre victoire !

"Dans les ruelles boueuses de Cherarba, dans les dédales fades de Baraki ou au pied des immeubles de la tentaculaire cité des 1 200 logements des Eucalyptus la même misère vous agresse, le même désarroi se lit dans le regard des jeunes ...", écrivait vendredi 23 avril le journal algérien *Liberté* pour décrire les trois banlieues où avaient eu lieu en début de semaine les premières de ces opérations de ratissage. Et c'est dans un quartier tout aussi misérable d'El-Harrach (une banlieue voisine des trois précédentes) qu'a eu lieu dimanche 25 avril la plus sanglante de ces opérations.

Tôt le matin l'armée et la police avaient bouclé tout un quartier ; vers midi, ayant repéré l'immeuble où se cachait un groupe islamiste, les échanges de tir commençaient, l'armée y allant à la mitrailleuse lourde puis au bazooka pour déloger les islamistes. En fin de journée, n'y ayant toujours pas réussi, l'armée dynamitait l'immeuble et le faisait sauter avec ses occupants, au nombre de sept ou douze, on ne sait pas.

Voilà plus d'un an que les attentats perpétrés par les groupes islamistes extrémistes se multiplient, contre des policiers ou des personnalités civiles, sans que la répression ait réussi à les enrayer. Ils n'ont même pas cessé de devenir de plus en plus nombreux ces derniers mois. Car c'est de la misère, du mépris de la bourgeoisie algérienne et de son gouvernement pour la population pauvre que les démagogues islamistes se nourrissent. Et c'est dans ces mêmes quartiers, qu'aujourd'hui on passe au peigne fin, que les groupes armés trouvent semble-t-il en permanence de nouvelles recrues pour remplacer ceux qui ont été arrêtés ou abattus, et trouvent des complicités et des caches au sein de la population. La violence des interventions de la police et de l'armée pourraient bien créer plus de nouvelles vocations qu'elles n'éliminent de partisans du terrorisme au nom d'Allah. Même si c'est le plus souvent dans ces mêmes quartiers, ces mêmes grandes cités surpeuplées, que l'on pleure aussi les jeunes policiers ou soldats tués dans les affrontements.

L'Algérie continue de s'enfoncer dans une sorte de guerre civile larvée, en même temps qu'elle s'enfonce dans la misère. Le chômage s'accroît, les prix flambent et le gouvernement a toujours dans ses cartons ses projets, concoctés en accord avec les experts du FMI, d'assainissement des entreprises d'Etat, c'est-à-dire de licenciements. Mais le ministre délégué au Trésor de l'Algérie vient d'annoncer au monde une bonne nouvelle : *"L'Algérie est solvable"*, elle a réussi à débourser, de 1989 à 1992, 35 milliards de dollars au titre du service de la dette. Ses arriérés de paiement seraient aujourd'hui rattrapés, et le ministre se dit en mesure de continuer dans cette bonne voie, grâce à l'austérité et à l'ouverture des entreprises publiques aux capitaux privés. Pour le plus grand bonheur des banquiers occidentaux et d'une poignée d'affairistes nationaux.

Olivier BELIN

Italie - Maghreb

LE GAZODUC PAR QUI LE SCANDALE ARRIVE

Pour un beau gazoduc, c'est un beau gazoduc. On l'appelle le Transmed et il doit bientôt livrer le gaz puisé dans les profondeurs des sables d'Hassi R'Mel en Algérie pour le conduire via la Tunisie, la Méditerranée et la Sicile jusqu'à son terminal italien de Minerbio. Il doit au passage remplir les coffres de l'Etat algérien et plus encore ceux de l'ENI, la compagnie nationale italienne des hydrocarbures.

Mais il y a un petit supplément à cet épisode des relations Nord-Sud. On sait qu'en Italie, l'heure est à l'enquête "Mains Propres", dont les juges traquent tous azimuts les pots-de-vin et autres "tangentes" encaissées au passage des marchés publics. Grâce à quoi on a su que la mise en place du gazoduc s'est évidemment accompagnée d'une distribution de pots-de-vin, comme il est de coutume dans ce genre d'affaires, afin d'arrondir les angles et de conclure plus vite.

Un juge a ainsi retrouvé l'essentiel des destinations de ces dessous-de-table puisés dans des fonds secrets : l'équivalent de 110 millions de francs remis à un affairiste d'Oman, proche du président algérien d'alors, Chadli, qui a permis de faciliter les relations entre l'Etat algérien et l'ENI ; 10,5 millions de francs versés à l'administrateur de la SAIPEM, filiale de l'ENI spécialisée dans les équipements pétroliers (à noter que ce personnage a tiré une partie de cette somme en bons du Trésor et en argent comptant vraisemblablement pour son usage personnel) ; près de 8 millions de francs destinés à un fonctionnaire libyen (bien que le gazoduc ne passe pas en Libye) ; 12,6 millions de francs pour le Parti Socialiste Italien et 3,6 millions de francs pour un représentant de la Démocratie Chrétienne, et encore une obole de 1,7 million de francs pour les caisses de la Démocratie Chrétienne. Amen...

Pour mener à bien toute cette opération, la filiale de l'ENI a fait appel à un confectionneur de fausses factures, le premier à passer à table dans cette histoire. Ensemble, ils ont créé une société basée dans le paradis fiscal de Guernesey, permettant de donner une existence comptable à environ 185 millions de francs, la somme totale de ces "petits versements" qui entretiennent les bonnes relations.

Côté algérien, les noms des personnes impliquées restent encore sous le boisseau. Peut-être parce que les juges algériens ont été formés à l'école du droit français, dont les magistrats savent, mieux que leurs confrères italiens, se montrer respectueux de la raison d'Etat et dont les enquêtes sur la corruption des hommes politiques, en France même, paraissent bien pâlottes à côté de celles de leurs confrères italiens. Dommage, on pourrait en apprendre de belles...

J.F.

Lutte Ouvrière - Directeur de la Publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n°64-995